

défendre en privé, position négociable cependant. Or cette position s'est sclérosée publiquement.

Je partage sur certains points l'avis du député d'York-Sud (M. Lewis) au sujet de ces pèlerinages et de ces pèlerinages à Washington des ministres des Finances dans le passé. Walter Gordon y était allé une fois en 1963, et chapeau bas, car dans son exposé budgétaire, il avait mis les deux pieds dans les plats et pour de bon.

**L'hon. M. Jamieson:** Quelle exécrable façon de courir à Washington!

**L'hon. M. Lambert (Edmonton-Ouest):** Tant dans sa façon de penser que dans ses actes, Walter Gordon se comportait en acrobate. Il demandait au Canada et à son économie d'exécuter les volte-face les plus étonnantes. Celui qui assume actuellement les fonctions de premier ministre suppléant a également fait un pèlerinage à Washington à l'époque où il était ministre des Finances. Le dollar canadien était alors en très mauvaise posture. Je crains que le ministre des Finances n'ait rien retenu de la leçon. Il nous a déclaré ici pouvoir garantir qu'aucun déficit budgétaire ne se produirait, alors que quelques mois après ce déficit s'élevait à 875 millions de dollars.

Encore ce soir, le ministre des Finances nous a fait des affirmations insipides sur la bonne santé de notre économie. C'est presque exactement ce qu'il nous a dit en présentant son budget de juin et en extrapolant la tendance économique d'un mois. Mais notre économie, qui s'était orientée fermement dans l'autre sens, n'a pas tardé à se reprendre. A vrai dire, monsieur l'Orateur, je n'ai pas confiance dans les prévisions, fondées sur quelques chiffres bien limités, que nous a présentées le ministre des Finances ce soir. Elles ne tiennent pas debout. Le ministre s'est acquis une réputation de bien piètre prophète.

Mais revenons au projet de loi. J'avais espéré qu'on nous parlerait du règlement cet après-midi. Nous voulons savoir ce qui se passera au sein du Fonds monétaire international. Ni l'un ni l'autre des deux ministres qui ont participé au débat ne nous a parlé des crédits d'encouragement à l'emploi qu'on est censé adopter aux États-Unis. J'ose croire qu'ils auront une plus grande incidence sur l'évolution de l'économie américaine et qu'ils favoriseront davantage le nationalisme économique, que la surtaxe de 10 p. 100.

Le président des États-Unis a déclaré que cette surtaxe serait temporaire. Nous savons qu'elle touche un nombre restreint de produits dans le cas du Canada. Si les Américains veulent vraiment trouver un moyen efficace d'améliorer leur économie en général qu'ils aient recours aux crédits d'encouragement à l'emploi proposés, à des réductions d'impôt générales, à la suppression de la taxe d'accise sur les automobiles.

Pourquoi irions-nous nous plaindre à Washington et montrer que nous nous préoccupons surtout de la surtaxe de 10 p. 100? Serait-ce que nous voudrions mettre sur le tapis l'accord sur l'automobile, en retour? Voulons-nous mettre cette question sur le tapis? Je ne le pense pas. Il y

a bien d'autres choses encore. Un voyage à Washington a toujours signifié qu'on se libérait partiellement, comme dans le cas de l'Interest Equalization Act. Nous nous sommes libérés d'une part dans ce cas-là, mais à son retour de Washington, le ministre des Finances de l'époque a constaté qu'il se trouvait pieds liés par les restrictions sur la quantité de nos réserves de change. Les deux ou trois années qui ont suivi ont été absolument désastreuses au pays et nous ne pouvions lutter contre l'inflation à cause de cette limite artificielle imposée à nos réserves internationales. Autant de complications qu'il nous faut éviter.

• (9:10 p.m.)

Des entretiens instructifs auraient pu être ménagés par l'intermédiaire de fonctionnaires. Ainsi, une fois que la chose est établie et qu'il y a matière à négociations, vous pouvez négocier, mais à l'heure actuelle, je dirais que les deux ministres ont agi trop précipitamment. Je voudrais également savoir quelles mesures sont prises pour faire contrepoids, le cas échéant, à la suppression d'une surtaxe de 10 p. 100. Pour ma part, il s'agit ici d'une opinion purement personnelle, je ne vois pas comment les États-Unis pourraient exempter le Canada, lorsque je songe au Japon et à plusieurs autres des grands partenaires commerciaux des États-Unis.

**L'hon. M. Pepin:** Vous n'auriez pas fait le voyage alors!

**L'hon. M. Lambert:** Sûrement pas, je ne serais pas allé me donner en spectacle comme l'ont fait les deux ministres.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Lambert:** Le ministre des Finances sait très bien que tel n'est pas le cas. Le chef de l'opposition a dit que si le premier ministre voulait aller conférer avec le président Nixon, il était prêt à l'accompagner.

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. M. Jamieson:** Il veut être là quand il se donne en spectacle. Restez dans les montagnes—vous êtes quel que peu dans l'embarras.

**L'hon. M. Lambert:** Pas tellement. Il y a une grande différence entre le fait que le premier ministre (M. Trudeau) aille voir le président des États-Unis...

**M. Jerome:** Comment s'appelle-t-il?

**L'hon. M. Lambert:** ...au lieu de deux ministres. En sommes-nous sûrs? J'aimerais entendre le représentant de Sault-Sainte-Marie...

**M. Jerome:** Sault-Sainte-Marie? Il y en a deux.

**L'hon. M. Lambert:** Il peut alors venir de Sudbury, qui qu'il soit. Le premier ministre, en parlant d'un autre ministériel, a employé une expression que je n'utiliserai pas. Monsieur l'Orateur, je prétends que ce bill devrait